

Le mercredi 07 mai 2008

Des universités vulnérables

[Isabelle Mathieu](#)

Le Soleil
Québec

Les universités québécoises peuvent se vanter d'avoir, en moins de 20 ans, fait grimper la fréquentation universitaire de 18 % à plus de 25 % chez les jeunes de 20 à 24 ans. Dans un avis à la ministre de l'Éducation rendu public hier, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) applaudit cette victoire en matière d'accessibilité. Mais il met aussi le doigt sur les maux qui minent le système universitaire du Québec et qui, s'ils ne sont pas traités, nuiront à sa compétitivité. Bilan de santé.

Parent pauvre

Lorsqu'on compare leur budget à celui des autres universités canadiennes, les universités québécoises sont en déficit de 1000 \$ par étudiant. Résultat, le ratio étudiant-professeur y est plus élevé qu'ailleurs, avec 24 étudiants par professeur. «Non seulement cette situation a des conséquences néfastes sur la qualité de l'encadrement, mais elle place les universités québécoises dans une position concurrentielle difficile lorsqu'il s'agit de recruter les meilleurs étudiants et les meilleurs professeurs», dit le Conseil supérieur de l'éducation. Le Conseil recommande à la ministre de l'Éducation de s'assurer que les budgets des universités québécoises puissent rejoindre la moyenne des universités canadiennes.

Anarchie dans le développement des antennes universitaires

Plutôt que de s'établir dans des régions qui ont besoin d'une meilleure offre de programmes universitaires, les antennes universitaires ont poussé en périphérie des grandes villes (Longueuil, Lévis, Laval), entraînant une course à la clientèle effrénée. Tout ce développement a besoin d'une sérieuse évaluation, juge le Conseil. «Certaines antennes sont mises sur pied dans des lieux où l'accessibilité des études universitaires ne semble pas faire l'objet d'un problème particulier, tandis que d'autres territoires conjuguent avec une offre limitée de programmes», remarque le CSE.

Écart grandissant entre garçons et filles

Au milieu des années 80, la même proportion de jeunes hommes et de jeunes femmes de moins de 30 ans, soit environ 25 %, entraient au baccalauréat. Vingt ans plus tard, l'écart s'est creusé de façon phénoménale entre garçons et filles. Près d'une femme sur deux entame un baccalauréat alors que moins du tiers des hommes font le même choix. «C'est préoccupant de voir que le rehaussement de la scolarisation ne se fait qu'au profit des filles», souligne Nicole Boutin, présidente du CSE. Le Conseil recommande au ministère de l'Éducation, aux collèges et aux universités d'étudier les mesures mises en place ici et à l'étranger pour favoriser l'équilibre entre les garçons et les filles.

Des études supérieures trop longues

Les étudiants québécois à la maîtrise et au doctorat étudient plus longtemps qu'ailleurs en Amérique du Nord et surtout plus longtemps que la durée prévue au programme et dans les règles de financement, a pu constater le Conseil. Ainsi, le gouvernement finance un étudiant à la maîtrise durant 18 mois alors qu'il étudie en réalité durant deux ans. C'est encore pire au doctorat, avec un financement qui s'arrête après trois ans alors que l'étudiant n'aura son diplôme que deux ans plus tard. Le Conseil juge qu'une durée des études conforme à la durée des programmes amènerait un usage plus efficace des ressources. Et réduirait sûrement le taux d'abandon, considérable au doctorat.

Les étudiants internationaux dans la misère

Les étudiants internationaux en arrachent. Selon les recherches du CSE, environ 50 % d'entre eux sont aux prises avec des difficultés financières. Les droits de scolarité excédentaires d'environ 300 \$ exigés aux étudiants étrangers nuisent au recrutement, affectant du coup plusieurs secteurs de recherche. En 2007, le ministère a haussé ces droits et a autorisé les universités à facturer de nouveaux montants aux étudiants internationaux. Le Conseil recommande à la ministre de l'Éducation d'exempter les étudiants internationaux à la maîtrise et au doctorat des droits de scolarité excédentaires.

Plus d'équité dans le financement de la recherche

En matière de financement, la recherche en sciences de la santé, en sciences pures et en sciences appliquées récolte la part du lion, avec plus de 70 % des subventions. Ce qui laisse des miettes aux chercheurs en sciences humaines, en droit, en administration, en éducation, en arts et en lettres, constate le CSE. Aussi, les recherches menant à la commercialisation d'une innovation technologique l'emportent, le plus souvent, dans la course au financement, sur l'innovation dans le domaine social. Il faut veiller à garder un équilibre, dit le CSE.

Le jeudi 08 mai 2008

Une évaluation au sortir du CPE ?

[Jean-François Gagnon](#)

La Tribune
MAGOG

Les enfants fréquentant les centres de la petite enfance (CPE) et les services de garde en milieu familial de Magog obtiennent désormais un document d'évaluation avant leur passage à la maternelle.

Le document en question est appelé portrait. Il est rédigé par une personne ayant un lien significatif avec l'enfant au CPE ou dans le milieu familial qu'il fréquente. Il est transmis à l'école avec l'autorisation des parents.

Cette initiative a démarré l'an dernier. Toutefois, ce sont très principalement les enfants des CPE qui en ont bénéficié. Cette année, on s'attend à ce qu'un nombre plus élevé de portraits soient complétés.

On souhaite même que les enfants hors du réseau public des services de garde en reçoivent un.

Le projet a été élaboré par un comité spécial relevant du Comité d'action local Québec enfants de Magog. Différentes organisations reliées au monde de la petite enfance et de l'éducation ont contribué.

" On avait constaté que ce genre de document n'existait pas dans la région de Magog. Les partenaires se sont dit que ça n'avait pas de bon sens qu'il n'y ait pas un lien entre le préscolaire et la maternelle ", explique Céline Landreville, agente de développement au Comité d'action local Québec Enfants des Cantons-de-l'Est.

Mme Landreville soutient que le nouvel outil " fera en sorte que ce qui a été fait au préscolaire sera pris en compte une fois l'enfant arrivé à la maternelle. Ça permettra aussi de faire des groupes plus équilibrés et de planifier ce qui s'en vient. "

Par ailleurs, dans un souci de rapprocher l'univers des services de garde et celui de l'école, la Commission scolaire des Sommets a rencontré des intervenants auprès de la petite enfance de Magog ces derniers jours. On leur a notamment fait part des compétences requises pour effectuer une entrée réussie à la maternelle.

La Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke ainsi que le Regroupement des centres de la petite enfance des Cantons-de-l'Est (RCPECE

ont également accouché d'un document d'évaluation des enfants quittant le réseau des services de garde.

Cependant, la grille d'évaluation qui a été créée ne sera pas complétée pour chaque enfant. Ce travail sera réalisé uniquement lorsqu'un jeune semble avoir des difficultés particulières.

" Avec cette grille, on est en mesure de savoir s'il est nécessaire ou pas, avec l'autorisation des parents, de transférer de l'information à l'école. C'était sous forme de

projet-pilote l'an dernier et on a eu de bons résultats. On a donc décidé de poursuivre cette année ", note Roselyne McLaughlin, conseillère clinique au RCPECE.



Thursday » May
8 » 2008

School apologizes to Muslim over prayer flap

Gatineau teacher says he was forced to leave; language centre blames misunderstanding

Dave Rogers

The Ottawa Citizen

Thursday, May 08, 2008

A Gatineau language school has apologized to a Muslim teacher who left his job last week after being told he could not pray inside the building.

Students said Mohamed Ismael, who teaches French at École de langues de l'Estrie on Champlain Street, believed he had been effectively fired because he refused to go outside to pray, but school owner Louise Charest blamed the incident on a misunderstanding.

Mr. Ismael returned to work yesterday and said he believes the dispute is settled even though Ms. Charest, the sister of Quebec Premier Jean Charest, did not promise him a dedicated space for prayer.

The private chain of schools, which provides language training for public servants and the military, has a mission statement that says its goals include the "principles of honesty, integrity, fairness and compassion."

In a brief interview, Mr. Ismael said he believes he will be allowed to pray inside the school. He added he did not want to say anything else because he wants to keep his job.

An earlier e-mail message to teachers from director Nicole Papin said that to respect people of all faiths, a separate prayer room would not be allowed.

Ms. Papin could not be reached for comment, and Ms. Charest said the director is out of the city on a vacation that had been planned earlier.

Founded by Ms. Charest in 1985, École de langues de l'Estrie operates language schools on Queen Street in Ottawa, in Montreal, Quebec City and Sherbrooke. The Gatineau school, which has about 150 students, opened three weeks ago in a former convent.

The owner said she could not offer Mr. Ismael a dedicated space to pray because of ongoing renovations.

"Our rooms are occupied or under construction so he had to make a decision on what he would do," Ms. Charest said. "We have a great relationship with Mohamed and he can pray anywhere he wants, but not in the classrooms. He was in a room that we were painting. That was the problem."

"The rooms are reserved for teaching. But he can sit on a bench, pray in the corridors or anywhere. I cannot provide a room for him because if I did that, I would have to provide rooms for every other faith."

Ms. Charest said she would provide a private room for prayer if the law required it.

A spokesman for the Quebec Human and Youth Rights Commission said employers must

accommodate devout people of any faith who need a private space for prayer.

"The Quebec Charter of Rights requires private employers not to discriminate on the basis of religion, as does the Canadian Charter," Robert Sylvestre said.

"If there is a refusal to provide any accommodation, then there would be discrimination. An offer to allow an employee to pray on a bench outside might not be considered reasonable accommodation."

Ms. Charest said she apologized to Mr. Ismael, saying the school respects everybody's religion.

Samia Ali, a Muslim woman who works at the Estrie school in Ottawa, said she prays in her office or other offices. "We don't need a specific room for prayer -- any private space will do"

Federal public servants studying French at the school said they were upset because the school's decision not to provide a private space for Muslims to pray twice daily during business hours is unfair.

"I am not Muslim myself, but what the school did was morally wrong," said one student who declined to be named. "Mr. Ismael was caught praying inside the building and was told to go outside or resign.

"He said he wasn't accepting either option and concluded that they were letting him go."

Sameer Zuberi, a spokesman for the Canadian Council on American-Islamic Relations (CAIR-CAN), said he could not understand how Muslim prayer could be disrespectful toward people of other faiths.

"CAIR-Can holds the position that prayer is a right and this right is protected under the Quebec Charter and the Canadian Charter of Rights and Freedoms," Mr. Zuberi said. "The owner should have allowed him to pray as long as it did not cause undue hardship to others and there was a vacant space to pray."

Mr. Zuberi said the denial of space for prayer is more of a problem in Quebec's outlying regions than it is in cities like Montreal because the regions are less willing to accommodate people from other cultures.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

Student wins top science prize

Flu virus research earns NRC honour

Chris Maclean
The Ottawa Citizen

Thursday, May 08, 2008

A 17-year-old Ottawa student has won a national science competition with research into diagnosing and possibly preventing the influenza virus.

Maria Merziotis, a Grade 12 student at Hillcrest High School, took the top prize, worth \$5,000, at the 2008 Sanofi-Aventis BioTalent Challenge, announced yesterday at National Research Council headquarters. She also won a \$1,000 prize for having the project with the most commercial potential.

"I just wanted to create something that would touch on an issue that affects a lot of people," Ms. Merziotis said after the ceremony.

This is not your typical science fair. Students in the competition are assigned a mentor in their community who provides advice and access to equipment and supplies. The students submit research proposals for evaluation by a scientific committee and the results are judged by fellow students and representatives of government, business and academia.

Ms. Merziotis says she worked on her project three days a week for a year. Michel Gilbert of the National Research Council's Institute of Biological Sciences was her mentor on the project, which was dubbed "Tricking the Influenza virus."

Ms. Merziotis designed a receptor (a form of salic acid) for the flu virus that would bind the virus, preventing it from attaching to human cells. The receptor is also able to determine to which strain of the virus it was attached.

"The influenza threat is very serious and it's very important that research like this, on preventing and monitoring it, continues to happen. That's why we chose this topic," said Mr. Gilbert.

The students in the BioTalent Challenge "represent some of the finest young scientists across Canada," said Roman Szumski, vice-president of life sciences at the National Research Council, which hosted the competition results announcement yesterday.

Ms. Merziotis' research has been sent to Health Canada, which has said her application has "encouraging results." Health Canada plans to continue to test her receptor to see how effective it is at preventing and identifying different strains of the influenza virus.

As for Ms. Merziotis?



CREDIT: Julie Oliver, The Ottawa Citizen
17-year-old Maria Merziotis won a national science competition yesterday for her study that demonstrated the potential of a new way to diagnose, and perhaps prevent, influenza.

"I would like to continue studying science, maybe go into medical school or research," she said.

"Curiosity is what binds all scientists, and I love trying to find answers, so, hopefully, I'll continue doing that."

As for the money, Ms. Merziotis says she plans to save it for university.

Ms. Merziotis and the second-place team, a trio of students from the University of Toronto School, will represent Canada at the international BioGENEius Challenge in San Diego, California, from June 16-18.

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of CanWest MediaWorks Publications, Inc.. All rights reserved.



Thursday » May
8 » 2008

Children should know there is a climate-change debate

The Ottawa Citizen

Thursday, May 08, 2008

Re: Canadian schools sent brochures, DVDs from climate change skeptics, May 4.

Sierra Club spokeswoman Emilie Moorhouse maintains that the scientific debate about the causes of climate change is merely "an illusion" and so implies that school children should not be told about it. She is wrong on both counts.

There is an intense debate in the climate science community about the causes of the past century's modest warming, and more recently, the reasons for our observation that there has been no warming in the first decade of the 21st century. As I explained to MPs testifying to the parliamentary committee on environment and sustainable development in 2005, there is a very broad diversity of opinion among climate researchers about nearly all aspects of this exceptionally complex topic. This becomes clear when one attends scientific meetings where the latest research results are presented, most of which do not receive media attention.

To say that the debate is settled, as David Suzuki and Al Gore maintain, is ridiculous. New discoveries and theories about climate are put forth all the time and it is crucially important that no one, school children included, be under the impression that this rapidly evolving field is somehow stagnant, with little left to be discovered.

It is the thrill of discovery and the resultant challenge to old paradigms that excites me, most of my research colleagues and our graduate students. Many students in the public school system will eventually become leading researchers themselves. Rather than damping their enthusiasm for science by misleading them into thinking that scientific debate is something of the past in this field, we need to inspire them to join us in this exciting scientific adventure -- the unraveling of the Earth's massively complex climate system, easily the most challenging problem in the history of science.

R. Timothy Patterson,

Ottawa

Chair, International Climate

Science Coalition

© The Ottawa Citizen 2008

CLOSE WINDOW

Copyright © 2008 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.
CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#). All rights reserved.

Ottawa. Ottawa profs get research cash

Canwest News Service

Published: Thursday, May 08, 2008

University of Ottawa professors Daniel Krewski and Michael Tyshenko have received \$590,000 from PrioNet Canada to research untreatable and infection neurological diseases like Creutzfeldt-Jacob disease in humans and mad cow disease in animals.

© The Ottawa Citizen 2008